

Avis adopté

Séance plénière du 23 octobre 2024

Sortir de la crise démocratique – Rapport annuel sur l'état de la France en 2024 (RAEF)

Outre-mer

Les populations ultramarines croient encore à l'instauration du Pacte républicain et que sa devise : « liberté, égalité, fraternité » n'est pas seulement des chimères. Aujourd'hui, cette égalité tant attendue loin d'être acquise par son absence crée d'insupportables inégalités multidimensionnelles entraînant des fractures qui remettent en cause à la fois notre vivre ensemble, notre cohésion sociale mais aussi notre développement économique.

Martin Luter King disait : « l'émeute c'est le langage de ceux que l'on n'entend pas ». Cette citation s'est tant vérifiée dans les Outre-mer. Depuis la longue crise sociale de 2009 dans les Outre-mer et en particulier aux Antilles, ces populations ultramarines n'ont cessé de se faire entendre, souvent violemment :

- En 2011 à Mayotte, la population s'est soulevée pour protester contre la cherté de la vie ;
- En 2016 en Guyane, l'action des « 500 frères » visait à dénoncer l'insécurité dans le département puis s'est transformée en revendications plus larges et générales ;
- En 2018 à La Réunion, dans la droite ligne du mouvement des gilets jaunes, le territoire a connu de nouvelles manifestations contre le coût de la vie ;
- En 2021, la Guadeloupe a été secouée par plusieurs jours d'émeutes. Si l'obligation vaccinale a été le détonateur, les revendications ont vite laissé place aux malaises que connaissent les territoires ultramarins (vie chère, jeunesse sans perspective, chômage de masse...) ;
- Mayotte a de nouveau connu une succession de crises en 2023 et 2024. D'abord, celle de l'eau et les blocages routiers contre l'insécurité ;
- Le soulèvement de la Nouvelle-Calédonie depuis le mois de mai 2024 contre le projet de loi de réforme électorale ;
- Un nouveau mouvement contre la vie chère apparaît en Martinique depuis le mois de septembre 2024.
- Aujourd'hui, encore, les faits sont têtus et les exemples nombreux. Aucune politique publique depuis la départementalisation n'y a mis un terme ou n'a pu contenir le chômage de masse. Il culmine toujours entre 15 et 30 % selon les territoires mais dans tous, il est supérieur à 50 % chez les jeunes.

Le taux de pauvreté varie d'un territoire à l'autre entre 40 et 50 %. Le coût de la vie est en moyenne de 19 % à 38 % plus élevé que dans l'Hexagone. Si ces populations ultramarines ont toujours démontré une formidable capacité de résilience après chaque crise économique, sanitaire, sociale et climatique qu'elles ont dues affronter, elles ont aujourd'hui le sentiment de faire partie d'une France inaudible, d'une France du désenchantement démocratique en somme, d'une France qui serait à part, certains diraient même « des français de seconde zone ».

Ces exaspérations, ces frustrations et cette désespérance s'expriment par conséquent, dans les urnes ou dans la rue et en contournant les organisations de la société civile. En effet, les résultats des derniers scrutins (élections présidentielles, européennes et législatives) dans les Outre-mer confirment ce que nous constatons depuis un peu plus de 10 ans : le vote en faveur de l'extrême droite est majoritaire dans nos territoires. Phénomène récent, des collectifs citoyens s'érigent en interlocuteur des pouvoirs publics en écartant les syndicats, tenus en dehors des négociations.

En dépit des signaux forts qui sont envoyés avec les mêmes exigences de reconnaissances, de considérations et d'équité aucune majorité, aucun Président, aucun Gouvernement n'a réussi à redonner confiance aux citoyens mais surtout à leur proposer des solutions durables.

Les citoyens des Outre-mer doivent être considérées dans leur totalité, leur globalité, leur complexité, et leur potentialité. Les représentants de la société civile comme les pouvoirs publics ont l'absolue nécessité d'entendre les aspirations de ces populations en souffrance non pas en organisant de nouveaux des états généraux, des assises mais en étant audacieux et innovant.

Pour ce faire, le groupe des Outre-mer appelle à entendre la voix des citoyens, à partir de la logique « *bottom up* » pour construire nos politiques publiques.

Le groupe des Outre-mer a voté le RAEF.